

ment au «sommets politique et administratif» mais dans tous les domaines et à tous les niveaux.

Si, d'une part, les Québécois veulent s'ouvrir à des perspectives internationales afin d'en tirer des bénéfices multiples, il apparaît, d'autre part, que de plus en plus d'étrangers s'intéressent au Québec et apprécient les connaissances et l'expertise de ces «nord-américains francophones» dans des secteurs comme la santé, la foresterie, l'agriculture, l'hydro-électricité, les pêcheries, les coopératives, l'éducation, l'administration, les communications, le management, les arts, la culture, les sports et bien d'autres encore.

Bien plus, plusieurs pays industrialisés suivent avec beaucoup plus d'intérêt qu'on ne le croit généralement les efforts canadiens et québécois en vue de bâtir une société dynamique où le concept de qualité de la vie occupe une place de plus en plus grande. On se tromperait en s'imaginant que seuls les problèmes posés par la dualité linguistique, la domination économique américaine ou les luttes syndicales retiennent l'attention à l'étranger. Les trois millions d'immigrants qui sont venus s'établir au Canada depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale en sont la preuve incontestable.

Un tel intérêt québécois et étranger joint à tous les nouveaux moyens de communications, de transports ainsi qu'à un nombre croissant de programmes d'échanges, ont déjà entraîné une multiplicité de liens internationaux que l'équipe Lesage avait peine à imaginer au début des années soixante. La visite du premier ministre Bourassa à Téhéran et les accords conclus avec le gouvernement d'Iran en 1975 en sont un exemple frappant. En réalité, les Québécois ont vraiment amorcé un virage et ont pris goût à la chose internationale.

A l'exception des Québécois qui avaient émigré aux États-Unis ainsi que des militaires et d'un groupe restreint de diplomates, d'intellectuels et d'étudiants, il est indiscutable que les missionnaires représentaient jusqu'à tout récemment le groupe le plus nombreux de Canadiens français vivant à l'étranger. On trouve maintenant, en plus de ceux-là, des coopérateurs, des experts, des hommes d'affaires, des artistes, des professionnels de toutes sortes, un peu partout à travers le monde, particulièrement aux États-Unis, dans les Antilles occidentales, au Mexique et dans les États francophones. Des Québécois de différents milieux participent directement à la vie internationale et trouvent là une source d'oxygène culturel ou de satisfac-

tion professionnelle, matérielle et psychologique. Les contacts avec l'étranger sont d'ores et déjà un fait acquis. Bien plus, ils sont conçus par la très vaste majorité des Québécois comme un élément indispensable à leur progrès individuel ou collectif.

Or, mis à part les échanges avec les États-Unis et d'une certaine façon avec la France, il s'agit là d'un phénomène très récent. Néanmoins, peu de sociétés ont réussi, en une période de temps aussi courte, à participer directement à autant de secteurs de la vie internationale en commençant par le tourisme qui, pour un grand nombre, constitue, après l'éducation et la télévision, le point de départ d'une prise de conscience et d'une meilleure connaissance du monde extérieur.

C'est dans cette propension à profiter des sources étrangères tout en y contribuant qu'il faut chercher le sens ou le «fond» de l'action internationale du Québec.

Certes, une telle démarche, tout en servant la cause québécoise, n'a pas pour autant desservi la politique étrangère canadienne. Celle-ci avait un réel besoin d'une injection de francité. En un mot, l'action internationale québécoise des années soixante aura troublé, inquiété et même traumatisé plusieurs responsables de la politique étrangère du Canada, mais ceci leur aura été salutaire — comme les événements des années suivantes l'ont démontré — aussi bien dans les rapports avec l'Afrique francophone, les institutions de la francophonie, et, est-il besoin de le souligner, avec la France et la Belgique.

D'ailleurs, il est étonnant, mais à première vue seulement, que le nationalisme québécois ait exercé une influence si faible dans les rapports du Canada avec les États-Unis et avec d'autres régions du monde, en particulier avec l'Amérique latine. Dans le cas des États-Unis, l'Ontario et la Colombie-Britannique ont souvent fait preuve d'un nationalisme plus affiché que le Québec et les provinces maritimes qui désirent obtenir des emprunts et des investissements américains en vue de créer des emplois et réduire ainsi le chômage. C'est plutôt dans le domaine des rapports avec la France et la francophonie que le sentiment national a suscité de nombreux débats.

Les efforts déployés, après l'élection de 1960, par l'équipe libérale du premier ministre Jean Lesage, pour donner au Québec «pignon sur rue internationale» furent menés tambour battant, surtout lors de la création du ministère des Affaires fédérales-provinciales en 1961 (transformé en celui des Affaires inter-